



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CP

Arrêté préfectoral imposant à la S.A. RHODIA OPERATIONS des prescriptions complémentaires pour la cessation d'activité de la zone dite « organique » de son établissement situé à SAINT-ANDRE

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement ;

VU les différentes décisions préfectorales autorisant la S.A. RHODIA OPERATIONS -
siège social : 40 rue de la Haie du Coq 93306 AUBERVILLERS - à exploiter une unité de
production de toluylène diamine (TDA) à SAINT-ANDRE 69, rue Félix Faure ;

VU la lettre de l'exploitant du 2 décembre 2005 notifiant à M. le Préfet la cessation d'activité
de la société RHODIA OPERATIONS ;

VU le mémoire de mise en sécurité de la zone organique du 25 septembre 2006 présenté
par l'exploitant en application de l'article 34-1 du décret n°77-1133 susvisé ;

VU le rapport en date du 10 juillet 2007 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de
la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour
la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et
technologiques du Nord lors de sa séance du 18 septembre 2007 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1 – OBJET

La Société RHODIA OPERATIONS SAS, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 40 rue de la Haie Coq 93306 AUBERVILLIERS, est tenue de réaliser ou de faire réaliser par un organisme compétent, une étude de caractérisation de l'état de contamination des milieux sur la zone dite " organique " de son site sis 69, rue Félix Faure – BP 78 – 59871 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE cedex et de son environnement, d'interpréter cet état et de proposer une solution de gestion adéquate dans les conditions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – PERIMETRE D'ETUDE

Les prescriptions de cet arrêté s'appliquent à l'emprise du site ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à cette emprise qui seraient affectés par la pollution des sols et de la nappe en provenance de celui-ci.

Un plan est joint en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 3 – MESURES CONSERVATOIRES

L'exploitant s'assure qu'aucune matière dangereuse présente sur le site n'est rendue accessible au public et prend toutes dispositions nécessaires afin d'éviter l'intrusion sur le site de personnes étrangères à l'établissement.

Notamment, il s'assure du maintien de la clôture sur le pourtour du site.

Il fait procéder le plus rapidement possible à l'évacuation des produits dangereux.

ARTICLE 4 – CARACTERISATION DE L'ETAT DES MILIEUX

4.1 – Etude historique et documentaire

Une étude historique et documentaire doit être réalisée. Elle comportera a minima :

4.1.1 – l'analyse historique du site, dont l'objectif est le recensement sur un lieu donné dans un temps défini des différentes activités qui se sont succédées sur le site, leur localisation, les procédés mis en œuvre, les pratiques de gestion environnementales associées, les matières premières, produits finis et déchets mis en jeu, le recensement des accidents survenus éventuellement au cours de la vie de l'installation, la localisation des éventuels dépôts de déchets, etc. Le recours aux acteurs de la vie de l'entreprise (employés, retraités, etc..) est à envisager pour connaître les " pratiques non-écrites " en vigueur éventuellement dans l'entreprise,

4.1.2 – une étude de la vulnérabilité de l'environnement à la pollution, qui permettra de préciser les

informations propres au site étudié (hydrologie, hydrogéologie, habitat proche ou sur le site, usage de l'eau pour l'alimentation en eau potable ou l'irrigation (inventaire des puits), le constat éventuel de pollution au travers de ces informations, etc.) dont les paramètres conditionneront les modes de transfert des polluants vers les cibles potentielles (habitat, sources d'alimentation en eau potable, ressource future en eau, etc.),

4.1.3 – une visite de terrain et de ses environs immédiats (hors site) pour vérifier les informations recueillies au cours des étapes précédentes : état actuel du site, vérification des informations concernant l'environnement du site, constat éventuel sur place de la pollution, reconnaissance et identification des risques et impact, potentiels ou existants, éventuellement acquisition de données complémentaires ;

4.2 – Diagnostics et investigations de terrain

Le programme des investigations de terrain est défini en fonction des résultats de l'étude historique et documentaire définie à l'article 2.

4.2.1 – Sols

L'exploitant doit procéder à des sondages et des prélèvements de sols dans le périmètre défini à l'article 2, permettant une caractérisation des paramètres polluants caractéristiques de l'activité, des produits utilisés et des déchets produits dans le but de la recherche et de l'identification des sources de pollution potentielles.

4.2.2 – Eaux souterraines

Sauf si l'absence en est dûment justifiée par un avis rendu par un hydrogéologue expert reconnu, l'exploitant doit mettre en place un réseau de contrôle des nappes d'eaux souterraines, comprenant des piézomètres en nombre suffisant pour une bonne caractérisation de l'état des nappes, et dont les emplacements seront choisis à partir des conclusions de l'étude hydrogéologique visée à l'article 4.1.2.

Les piézomètres doivent être réalisés dans les règles de l'art. Un rapport de forage doit être adressé à l'Inspection des Installations Classées.

Les analyses portent sur les paramètres définis en fonction des activités exercées, des produits utilisés et des déchets générés.

4.2.3 – Eaux superficielles

L'exploitant doit aménager 2 points de prélèvement du Canal de la Deûle en amont et en aval du site. L'exploitant fait procéder, sous un mois, par un laboratoire agréé, à des prélèvements et à des analyses portant sur les paramètres polluants caractéristiques des produits utilisés et des déchets produits.

Il procède sous un mois, puis en période d'étiage à une mesure de ces paramètres en amont et à une mesure en aval de l'établissement.

Les résultats des analyses sont communiqués, dès réception, à l'inspection des installations classées.

L'exploitant informe sans délai l'Inspection des Installations Classées de tous les écarts de concentration supérieurs à 5% entre les mesures réalisées en aval et en amont de l'établissement.

4.3 – Schéma conceptuel

L'exploitant est tenu de construire un schéma conceptuel permettant d'identifier, de localiser et de caractériser les sources à l'origine des pollutions et, les voies de transfert possibles puis de caractériser les impacts de la source sur l'environnement, sur la base des éléments de diagnostic du site et des milieux, au travers de l'étude historique et documentaire, des données sur la vulnérabilité des milieux et des prélèvements sur le terrain susvisés.

ARTICLE 5 – MESURES DE GESTION

A partir du schéma conceptuel visé à l'article 3.3, l'exploitant doit proposer les mesures de gestion qu'il mettra en œuvre pour :

- assurer la mise en sécurité du site ;
- en premier lieu, supprimer les sources de pollution sur la base d'un bilan "coûts-avantages" décrivant les possibilités techniques et économiques correspondantes en y associant éventuellement des critères sociaux, sanitaires et environnementaux ;
- en second lieu, désactiver ou maîtriser les voies de transfert dans la même approche ;
- au-delà de ces premières mesures, gérer le site dans l'objectif de le rendre compatible avec son usage (ou son " usage futur ") pour la conservation de la mémoire et la restriction d'usage ;
- contrôler et suivre l'efficacité des mesures de gestion, notamment par la surveillance périodique des eaux souterraines.

Un second schéma conceptuel, tenant compte de ces mesures de gestion, devra être établi par l'exploitant.

ARTICLE 6 – ITERATIVITE DE LA DEMARCHE

L'application des articles 4 et 5 doit reposer sur un processus itératif : l'exploitant est tenu, aux différents stades de l'application desdits articles, de compléter les investigations et études précédemment réalisées, dès lors que ces compléments permettent d'améliorer la connaissance des phénomènes en jeu ou de l'état des milieux.

ARTICLE 7 – DELAIS

L'exploitant adressera les études requises en application de cet arrêté dans le délai de six mois à compter de sa notification.

ARTICLE 8 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 9

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 10

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Messieurs les maires de SAINT-ANDRE, LA MADELEINE et MARQUETTE-LEZ-LILLE,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

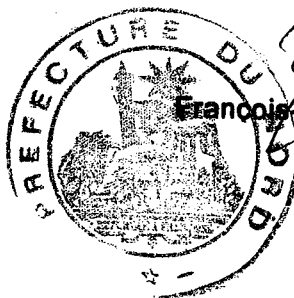
En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairies de SAINT-ANDRE, LA MADELEINE et MARQUETTE-LEZ-LILLE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

FAIT à LILLE, le 19 NOV, 2007

PJ : Plan de masse des installations actuelles

Le préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint



François-Claude PLAISANT